

**3<sup>e</sup> CONGRÈS MONDIAL DE LA CSI, 18-23 mai 2014, Berlin**

# **DES EMPLOIS DURABLES, DES REVENUS SÛRS ET UNE PROTECTION SOCIALE**



Cadre d'action

# Des emplois durables, des revenus sûrs et une protection sociale

L'économie mondiale n'est pas plus solide aujourd'hui qu'il y a sept ans. Le modèle néolibéral du capitalisme ne garantira pas d'emplois durables, de revenus sûrs et une protection sociale.

À de rares exceptions près, les gouvernements et les institutions internationales ont failli à leurs obligations à l'égard des travailleurs et des travailleuses: des taux de chômage élevés sans précédent, l'emploi précaire et informel et la chute des salaires dans le monde entier ont créé un cercle vicieux de risques économiques et sociaux.

Le chômage irréductible dans l'économie formelle touche quelque 200 millions de personnes, en particulier les jeunes. Vu que 40 % des travailleurs/euses dans le monde sont contraints de se tourner vers l'économie informelle désespérante, la priorité doit être accordée aux emplois, aux emplois et encore aux emplois – à un travail décent pour tous.

Les inégalités sont en augmentation dans pratiquement tous les pays et la part des salaires dans la richesse n'a jamais été aussi basse. 70 % des personnes considèrent que leurs salaires ont diminué par rapport au coût de la vie ou sont stagnants (Sondage d'opinion mondial de la CSI).

Les personnes qui ne peuvent se le permettre financièrement sont de plus en plus privées d'accès à la santé, à l'éducation publique, aux transports et aux services publics. L'évasion fiscale est largement répandue et de nouveaux types d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux sont conclus, adaptés au pouvoir des entreprises et menaçant les droits démocratiques.

Les Objectifs du millénaire pour le développement ne seront pas atteints, tandis que les pays continuent de se quereller au sujet des objectifs de développement durable pour l'après-2015. Les syndicats luttent à nouveau pour le plein emploi et le travail décent, ainsi que pour les socles de protection sociale universels.

Le courage politique pour combattre le changement climatique est pratiquement inexistant, malgré la dévastation croissante que provoquent les catastrophes climatiques et les prévisions actuelles d'émissions, qui pourraient entraîner une augmentation de la température moyenne de la planète de 4° C au tournant du siècle.

Des emplois durables, des revenus sûrs et une protection sociale constituent le fondement même d'une économie juste.

La CSI et la TUAC ont plaidé en faveur de modèles économiques alternatifs; des solutions dont nous savons qu'elles donnent des résultats. La négociation collective, des salaires minimums vitaux, la protection sociale et la justice fiscale sont les meilleurs outils distributifs pour combattre les inégalités.

Le meilleur moyen de créer des emplois est d'investir dans les infrastructures, l'économie des soins et la transformation industrielle vers une économie à faibles émissions de carbone.

## Le Sondage d'opinion mondial de la CSI révèle que:

- 51 % de la population mondiale a été touchée, directement ou dans son milieu familial, par le chômage ou par une réduction du temps de travail au cours des deux dernières années;
- 59 % de la population ne parvient pas à économiser;
- 71 % de la population affirme que ses revenus ont diminué par rapport au coût de la vie ou n'ont pas augmenté;
- la plupart des citoyens considèrent que leur économie favorise les riches.

On constate un soutien écrasant en faveur d'un socle de protection sociale.

95 % des citoyens veulent que leur gouvernement garantisse un accès abordable aux soins de santé et à l'éducation, 85 % soutiennent des pensions de retraite décentes, 87 % sont favorables à des allocations de chômage et 89 % appuient le congé de maternité rémunéré.

**Faits:** Les prévisions de croissance mondiale ne sont que légèrement supérieures à 3 % et ont été revues à la baisse par le FMI à six reprises depuis 2011.

Le nombre de chômeurs enregistrés avoisine les 200 millions et le chômage des jeunes atteint 60 % dans certains pays.

Le secteur informel représente 40 % de l'économie mondiale et est en augmentation.

Plus de 50 % des travailleurs/euses dans l'économie formelle ont néanmoins un emploi précaire ou irrégulier.

Les inégalités de revenu ont davantage augmenté et plus rapidement qu'auparavant. L'accroissement dans les pays de l'OCDE, entre 2008 et 2010, a été aussi important que durant les 12 années avant la crise.

Entre 1990 et 2009, la part des salaires a diminué en moyenne de 4,4 points de pourcentage dans 26 des 30 économies avancées.

La majorité des pauvres dans le monde vivent actuellement dans des pays à revenu intermédiaire.

1,2 milliard de personnes vivent dans l'extrême pauvreté avec moins de 1,25 USD par jour.

75 % des personnes ne bénéficient pas d'une protection sociale adéquate.

Les femmes constituent 50 % de la population mais seulement 30 % de la main-d'œuvre.

Si la participation des femmes au marché du travail égalait en nombre celle des hommes, le PIB correspondant à la main-d'œuvre augmenterait de manière spectaculaire – 5 % aux États-Unis, 9 % au Japon et 34 % en Égypte.

Des 865 millions de femmes dans le monde qui pourraient contribuer davantage à leur économie nationale, 812 millions vivent dans des pays émergents ou en développement.

168 millions d'enfants travaillent au lieu d'être scolarisés.

Le changement climatique détruit déjà des emplois. Il contribue à la mort de pratiquement 400.000 personnes par an, coûtant au monde plus de 1,2 billion USD et 1,6 % du PIB mondial. En l'absence d'une intervention urgente, le coût du changement climatique et de la pollution atmosphérique atteindra 3,2 % du PIB mondial, voire 11 % dans les pays en développement d'ici 2030.

Un milliard de personnes ne bénéficient pas d'accès à l'eau potable et 2,6 milliards ne disposent pas de conditions sanitaires appropriées.

Le taux de mortalité a augmenté dans 37 pays au cours des trois dernières décennies.

# Questions cibles

## Des emplois, des emplois et encore des emplois

La CSI soutient l'affectation de 2 % du PIB mondial à un investissement dans les infrastructures, à une augmentation des apprentissages et à des interventions pour formaliser le travail dans l'économie informelle.

La CES a enjoint l'Union européenne d'adopter un « plan de relance ».

La CSI et la CES soutiennent une garantie pour la jeunesse, incluant l'éducation et l'emploi.

Un programme économique pour les femmes doit s'inscrire dans le cadre d'un plan pour l'emploi et la croissance. Un plan visant à renforcer la participation des femmes au marché du travail, soutenu par des mesures en matière de garde d'enfants et de soins aux personnes âgées et assurant des lieux de travail conciliables avec la vie de famille, est indispensable à une nouvelle pensée économique.

L'économie verte compte des millions d'emplois et le secteur des soins en compte des millions d'autres.

---

Fred van Leeuwen, secrétaire général de l'Internationale de l'éducation: « **Au total, 6,8 millions d'enseignant(e)s devraient être recruté(e)s d'ici à 2015 afin de garantir le droit à l'éducation à tous les enfants en âge de fréquenter l'école primaire.** »

---



---

Rosa Pavanelli, secrétaire générale de la PSI: « **Les forces qui s'opposent aux gens ordinaires sont impitoyables et puissantes. Elles sont destructrices. Elles ne tiennent nullement compte du bien public. Elles sont mues par leur intérêt propre et une cupidité insatiable. Les femmes, les jeunes, les travailleurs et leurs familles en paient le tribut, avec l'explosion du chômage et le recul considérable de services publics pourtant essentiels.** »

---

## La pauvreté et les inégalités

La CSI défendra la négociation collective, et ses organisations affiliées et les FSI cibleront le soutien à un salaire minimum vital et à un socle de protection sociale comme droits fondamentaux universels, lorsque ces derniers sont inexistantes ou inadéquats.

Michael Sommer, président de la DGB et de la CSI:  
« Nous avons besoin d'un salaire minimum. Bien que tout le monde le réclame désormais, tous ne le pensent pas réellement ».



La discussion en vue de l'élaboration d'une norme sur la « formalisation de l'économie informelle », en 2014 à l'OIT, fera considérablement justice à des millions de travailleurs/euses.

« Nous avons organisé des travailleurs/euses dans l'économie informelle, convaincus que nous devons être bien plus qu'une organisation syndicale; nous devons être un vaste mouvement social de travailleurs ». Francisca Jiménez, CASC/République dominicaine. La CASC a mis sur pied la Asociación Mutual de Servicios Solidarios (AMUSSOL) permettant à 7 000 travailleurs/euses de l'économie informelle – travailleurs domestiques, chauffeurs de bus indépendants, bricoleurs et coiffeurs – de cotiser aux systèmes nationaux de sécurité sociale (santé) et de pension.



Les syndicats qui oeuvrent pour augmenter les pensions de retraite et étendre les régimes de retraite à tous les travailleurs et travailleuses doivent être soutenus.

Les Objectifs de développement durable de l'ONU pour l'après-2015 doivent comprendre le 'plein emploi et le travail décent' ainsi qu'un 'socle de protection sociale'.

Les syndicats soutiennent également des objectifs en matière d'accès universel à une éducation de qualité, d'égalité entre hommes et femmes et de justice climatique.



# Points d'action

Un avenir durable nécessite une nouvelle pensée économique. Au cœur de cette pensée se trouve notre engagement en faveur d'une action pour l'emploi, qui requiert:

## Le plein emploi

- Défendre des objectifs nationaux en matière d'emploi, notamment la participation des femmes et des jeunes à la vie économique.
- Faire campagne pour des investissements ciblés dans les infrastructures, des services publics de qualité, notamment l'éducation et la santé, l'économie verte, le secteur des soins et des apprentissages de qualité.
- Assurer une solidarité aux syndicats qui luttent pour défendre et élargir la négociation collective, afin de soutenir une relance fondée sur les revenus.
- Soutenir les syndicats qui s'organisent pour garantir des salaires minimums vitaux et un socle de protection sociale.
- S'organiser pour réduire le travail précaire et formaliser le travail informel.
- Former de vastes alliances en vue de protéger le droit des travailleurs et des travailleuses à des revenus de retraite décents, adéquats et sûrs, d'étendre la couverture des régimes de retraite à l'ensemble de la population, de soutenir l'éducation et la sensibilisation des travailleurs/euses aux futurs défis pour les retraites.
- Dénoncer les politiques infructueuses du FMI et d'autres institutions internationales, qui nient le droit de négociation collective ou portent atteinte à l'emploi, aux salaires ou à la protection sociale.
- Appuyer les campagnes des FSI pour des accords-cadres internationaux.
- Faire campagne pour une mise en œuvre efficace des principes directeurs de l'OCDE et de réels droits de consultation et de participation des travailleurs/euses dans les entreprises multinationales.
- Attirer l'attention sur les déséquilibres de pouvoirs dans les chaînes d'approvisionnement mondiales exploitant la main-d'œuvre et prendre des mesures pour lutter contre les inégalités.
- Soutenir une initiative d'éducation populaire en économie à l'intention de nos membres et faire campagne pour des alternatives économiques.

## L'action climatique

- Se mobiliser à l'échelle nationale pour un accord mondial ambitieux en 2015.
- Exiger et lancer le dialogue social en vue de garantir un investissement dans la transformation industrielle, l'accès universel à des technologies de pointe et des mesures pour une transition juste.
- Organiser les travailleurs/euses dans les emplois verts en vue d'assurer le travail décent.

## Les Objectifs de développement durable de l'ONU pour l'après-2015

- Veiller à ce que tous les gouvernements soutiennent l'incorporation du 'plein emploi et du travail décent' et de la 'protection sociale' dans les nouveaux objectifs de l'ONU.
- Soutenir les objectifs concernant l'accès universel à une éducation de qualité, l'égalité entre hommes et femmes et la justice climatique.

## Un nouveau modèle de commerce et d'investissement

- Garantir l'investissement du capital des travailleurs dans des investissements à long terme dans l'économie réelle et de plus en plus dans les technologies vertes, les infrastructures et les services.
- Demander des comptes aux gestionnaires d'actifs, en veillant à ce que l'argent des pensions des travailleurs/euses soit mis au service des citoyens, et non pas des intermédiaires financiers et des banquiers.

- Faire campagne pour les droits du travail et les normes environnementales comme prérequis à l'investissement du capital des travailleurs.
- Faire campagne pour réfuter le règlement de différends entre investisseurs et États ainsi que les mécanismes de coopération en matière de réglementation qui échappent à tout contrôle dans les traités d'investissement et les accords commerciaux.
- Renforcer les mesures d'application des normes du travail et s'opposer aux accords commerciaux néolibéraux.
- Faire preuve de solidarité dans la pratique vis-à-vis des pays qui recherchent un espace politique pour s'industrialiser.
- Se mobiliser pour freiner le pouvoir des entreprises et garantir les droits et la sécurité dans les chaînes d'approvisionnement en recourant à tous les instruments internationaux disponibles.
- Soutenir une taxe sur les transactions financières pour rééquilibrer les économies et faire payer la crise à la finance.

## Développement inclusif

- Soutenir les réseaux de développement régional pour le plaidoyer et les partenariats.
- Renforcer notre plaidoyer à l'échelle internationale, en particulier auprès du système des Nations unies, en vue de garantir un développement durable et inclusif dans le programme pour 2015 et au-delà.
- Améliorer les partenariats entre syndicats basés sur nos principes en matière d'efficacité du développement.
- Accroître les initiatives de solidarité multilatérales et soutenir les initiatives de coopération Sud-Sud.